

# Pour une meilleure mobilisation des programmes en gestion directe & indirecte de l'UE dans les régions ultrapériphériques françaises



# Introduction

Le ministère français de l'Intérieur et des Outre-mer, avec le soutien de la DG REFORM de la Commission européenne, a confié à l'OCDE un nouveau projet intitulé « **Pour une meilleure mobilisation des programmes en gestion directe et indirecte dans les régions ultrapériphériques françaises (RUP)** ». Ce projet, qui se déroulera sur deux ans, vise à accroître la participation des six RUP françaises - **La Réunion, Mayotte, la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique et Saint-Martin** - aux programmes en gestion directe et indirecte de l'Union Européenne (UE).

Ces programmes en gestion directe et indirecte sont très différents des programmes en gestion partagée, notamment ceux qui relèvent des fonds structurels ou de la politique agricole commune. Ils couvrent de nombreux domaines pertinents pour les RUP, tels que la recherche, l'environnement, l'éducation, la santé, le soutien aux PME, et bien d'autres. Ces programmes sont gérés soit de manière directe par la Commission européenne, soit de manière indirecte par des agences exécutives européennes, des organismes, comme la BEI, et/ou des agences nationales et des ministères. Ils sont mis en œuvre dans un cadre compétitif par le biais d'appels à propositions qui requièrent le plus souvent de rechercher des partenaires européens et de mobiliser de fortes compétences techniques, notamment en matière d'ingénierie de projets européens.

## Objectifs du projet

Malgré des besoins importants, et des atouts réels pour contribuer significativement aux programmes en gestion directe et indirecte européens, les RUP françaises en font une utilisation modeste, en comparaison des autres régions françaises et européennes, y compris les RUP espagnoles et portugaises.

Trois raisons principales peuvent expliquer cette faible participation :

- 1** Un manque de connaissance des agences et des ministères français des spécificités territoriales et des besoins des RUP. Or, ces entités sont souvent chargées de faire le lien entre ces programmes européens et les porteurs et partenaires de projets potentiels notamment au niveau régional (entreprises, acteurs de la recherche et de l'innovation, collectivités locales, pôles et filières, etc.).
- 2** Un manque de connaissance des différentes communautés d'acteurs dans les RUP sur les opportunités offertes par ces programmes et les procédures de candidature, et parfois également, un manque de capacité à y répondre.
- 3** Un manque de coordination entre les différents niveaux de gouvernance (européen, national, régional et local).

Un meilleur accès aux programmes de l'UE en gestion directe et indirecte constitue pourtant un levier majeur pour favoriser le développement économique, améliorer le bien-être de la population, soutenir la transition verte et numérique, accroître la visibilité européenne des RUP et, de manière générale, renforcer le potentiel de coopération et l'attractivité des différentes communautés d'acteurs des RUP aux niveaux régional, européen et international.

# Les six régions

Les six RUP françaises, tout comme les deux RUP portugaises (Madère et les Açores) et la RUP espagnole des Canaries, font partie intégrante de l'UE. Elles sont soumises au droit de l'Union européenne, au même titre que les autres régions européennes, et sont notamment éligibles aux fonds européens. Depuis 1999, les RUP bénéficient par ailleurs d'un statut particulier qui ouvre la possibilité d'un traitement différencié, en raison de leurs spécificités territoriales.



Source : Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer - DICOM

Les contraintes des RUP sont liées à l'éloignement, l'insularité et la faible superficie (sauf la Guyane), des topographies et climats difficiles, un réseau d'infrastructures insuffisant, ainsi qu'une dépendance économique à l'égard d'un nombre restreint de produits ou de secteurs d'activités comme le tourisme. Ces caractéristiques se traduisent souvent par des coûts ou des obstacles supplémentaires par rapport aux autres régions continentales. Ces spécificités territoriales peuvent cependant constituer également des atouts importants et uniques dans des domaines tels que la protection de l'environnement et de la biodiversité, l'économie bleue, les activités de recherche et d'innovation, l'économie digitale, la création culturelle, la proximité avec d'autres continents, etc. Ces spécificités rendent pertinents un grand nombre de programmes en gestion directe et indirecte.



# Groupes cibles

Le projet vise à améliorer la coordination entre les acteurs européens, nationaux, régionaux et locaux, ainsi qu'entre les ministères et les agences concernés. Plus spécifiquement, le projet s'adresse à deux grands types d'acteurs, au niveau national et régional.

Au niveau régional, le projet vise à interagir avec les porteurs de projets et partenaires potentiels appartenant aux différentes communautés (entreprises, éducation et recherche, collectivités locales, monde associatif, etc.) ainsi qu'avec les entités régionales chargées du suivi des programmes européens. L'objectif sera d'accompagner ces acteurs pour mieux identifier les opportunités offertes par les différents programmes, mobiliser les ressources et renforcer les capacités d'ingénierie des RUP à accéder et à répondre aux appels à propositions.

Au niveau national, le projet vise à sensibiliser les différents ministères et les agences en charge de la gestion des programmes européens aux spécificités et besoins des régions ultrapériphériques afin qu'elles soient mieux prises en compte dans leurs plans d'actions ministériels.



# Activités du projet

L'OCDE va élaborer un rapport de diagnostic pour l'ensemble des RUP et pour chacune des régions sur l'utilisation actuelle des programmes en gestion directe et indirecte, la cartographie des acteurs, les forces et les faiblesses, et le modèle à atteindre. Sur cette base, un rapport de recommandations sera préparé avec des propositions d'amélioration à mettre en œuvre aux niveaux national et régional. Il sera décliné en un plan d'actions pour la Direction générale de l'Outre-mer (DGOM), ainsi que pour les RUP, avec des mesures concrètes et un accompagnement dans la mise en œuvre.

Le projet comprendra également le développement d'une boîte à outils, qui sera testée auprès d'une région pilote, sélectionnée durant la deuxième phase du projet. Plusieurs actions de renforcement des capacités sont également prévues, aux niveaux de la DGOM et des RUP, au travers d'ateliers de formation et de webinaires. Un webinaire international avec l'ensemble RUP européennes sera également organisé afin de favoriser les échanges de bonnes pratiques.

Enfin, les résultats, les recommandations et les leçons tirées du projet seront présentées lors d'un événement final.

## Plus d'informations

Margaux Vincent ([margaux.vincent@oecd.org](mailto:margaux.vincent@oecd.org))

Margaux Tharaux ([margaux.tharaux@oecd.org](mailto:margaux.tharaux@oecd.org))

## À propos de l'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation internationale qui œuvre à l'élaboration de meilleures politiques pour de meilleures vies. En collaboration avec les gouvernements, les décideurs politiques et les citoyens, l'OCDE constitue un forum unique et un centre de connaissances pour les données et les analyses, l'échange d'expériences, le partage de bonnes pratiques et les conseils sur les politiques publiques et l'établissement de normes internationales.

## À propos du CFE

Le Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes (CFE) fournit des statistiques comparatives, des analyses et un renforcement des capacités pour les acteurs locaux et nationaux afin qu'ils travaillent ensemble pour libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises, promouvoir des régions et des villes inclusives et durables, stimuler la création d'emplois locaux et soutenir des politiques touristiques saines.



[@OECD\\_local](https://twitter.com/OECD_local)



[oecd-local](https://www.linkedin.com/company/oecd-local)

## S'abonner à la lettre d'information de la CFE



Couverture: Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer // © aylerein, chromoprisme, Fabrice Balsamo, Géraldine Revillard, FredP

Image à la page 4: © Kalinovskiy iStock / Getty Images Plus

